

[Text]

Prof. Hillmer: It would be nice to think Canada's withdrawal will make a difference. I'm skeptical about that, but it would be nice to think we make a difference in the world.

• 1650

I do know from talking to a number of young armed forces personnel who have returned from Cyprus in the last few months that it is a very uninteresting place to be in. The idea that you might have several tours in Cyprus is really a pretty poor fate.

Mr. Hicks: May I make one comment in response to something you said. You suggested there may not be much communication between our government and our ministers and DND when it comes to establishing policy and then later discovering perhaps they would rather not participate or are ill equipped to participate in such a responsibility. I don't agree. I think there is more ongoing communication at all times between our external affairs minister, our defence minister and DND headquarters. I can't picture either of those ministers or the Prime Minister's office coming up with some hare-brained scheme of participating somewhere without extensive consultation. You may disagree, but that's a feeling I have.

Prof. Granatstein: I have no doubt there's consultation. The point I was trying to make was I think the political pressure to go into a peacekeeping operation is such that it becomes almost impossible for DND to say "we can't do it". Now, things have been changing, I grant, in the last couple of months. In the *Montreal Gazette* this morning the minister is quoted as saying we may not be able to do this very much longer, because of lack of money and lack of people. Well, you haven't had that kind of statement until very recent days. That's a marked change.

Some people might say this is an attempt to increase the defence budget. If so, good; I hope it works. Others would probably say Canada has reached the point where it's going to be forced to say no to some of these things and the defence budget isn't going to be raised. That, I suspect, is much more likely to happen.

Whatever the case, the point is we're now in the situation where the country is not going to be able to go into every one of these forces, as things now stand. With our current strength we can't any longer send the people and replace them six months down the road. So we have to start making choices.

As I said, I think this is a good thing. We'll be able to say "this isn't the right place for us to go; this one is". That's very useful. Let's get out of the business of thinking we must be in every one to keep our record up. That was the wrong way to make policy.

Mr. Hicks: I agree with all of that.

[Translation]

M. Hillmer: Ce serait agréable de penser que le retrait des Forces canadiennes à Chypre puisse changer quelque chose. Pour ma part, je suis sceptique, mais ce serait agréable de pouvoir penser que notre présence compte pour quelque chose dans le monde, que nous pouvons changer quelque chose.

D'après les conversations que j'ai eues avec un certain nombre de jeunes militaires qui sont rentrés de Chypre ces derniers mois, je sais que c'est un endroit plutôt inintéressant pour ceux qui y travaillent. Il n'y a pas lieu de se réjouir face à la possibilité de devoir faire plusieurs périodes de service à Chypre.

M. Hicks: Puis-je faire un seul commentaire en réponse à quelque chose que vous avez dit. Vous avez dit qu'il n'y avait peut-être pas beaucoup de communication entre notre gouvernement, nos ministres et la Défense nationale, manque de communication qui se manifeste entre le moment où les politiques sont élaborées et celui où l'on découvre que l'on préférerait peut-être ne pas participer ou que nos forces armées sont mal équipées pour l'opération envisagée. Je ne suis pas d'accord. Je pense au contraire qu'il y a des communications soutenues entre notre ministre des Affaires extérieures, la ministre de la Défense et le QGDN. J'ai du mal à imaginer l'une ou l'autre de ces ministres ou le bureau du Premier ministre mettant au point un quelconque projet de participation, où que ce soit, sans avoir au préalable mené de vastes consultations. Peut-être n'êtes-vous pas d'accord, mais c'est mon impression.

M. Granatstein: Je suis sûr que ces consultations ont lieu. Ce que j'essayais de dire, c'est que les pressions politiques s'exerçant pour que nous nous engagions dans une opération de maintien de la paix deviennent tellement intenses qu'il est pratiquement impossible pour le ministère de la Défense nationale de refuser. La *Gazette* de Montréal de ce matin cite la Ministre, selon laquelle nous ne pourrions peut-être pas continuer à faire cela pendant très longtemps, à cause du manque d'argent et de ressources. Ce n'est que très récemment que nous avons entendu de tels commentaires, qui représentent un changement sensible.

Certains y verront une tentative de faire augmenter le budget de la Défense. Tant mieux, si c'est le cas; j'espère que cela portera fruit. D'autres seront d'avis que le Canada sera peut-être dorénavant forcé de refuser d'entreprendre certaines opérations et que le budget de la Défense ne sera pas majoré. Cette dernière éventualité est sans doute la plus probable.

Quoi qu'il advienne, les circonstances actuelles sont telles que notre pays ne pourra plus participer à toutes les forces mises sur pied. Vu l'état actuel de nos effectifs, nous ne pouvons plus nous permettre d'envoyer des troupes à l'étranger et de les remplacer tous les six mois. Nous serons donc contraints de faire des choix.

Comme je le disais, cela me semble être une bonne chose. Nous allons pouvoir dire: «Ce n'est pas là que nous devrions aller, mais bien ici.» C'est très utile. Il faut que nous arrêtions de penser que nous devons être partout pour maintenir notre réputation. Ce n'était pas une bonne politique.

M. Hicks: Je suis d'accord avec tout ce que vous avez dit.